

Point de Presse du Conseil d'Etat

2 décembre 2010

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève	4
Changement de présidence du Conseil d'Etat.....	4
Assainissement de la CIA : projet de loi amendé soumis au comité de la caisse	4
Avenir du domaine de Penthes	5
Nouvelle liste des lieux agréés pour l'acquisition des permis de pêche journaliers	5
Bilan du régime de circulation et de stationnement dans la Vieille-Ville.....	6
Nominations.....	7
Agenda des invitations à la presse	9

Changement de présidence du Conseil d'Etat



A l'issue de son année à la tête du collège gouvernemental, M. François Longchamp a transmis le 1^{er} décembre la présidence du Conseil d'Etat à M. Mark Muller qui lui succède pour la période allant jusqu'au 6 décembre 2011.

M. Pierre-François Unger assurera la vice-présidence pour cette même période.

M. Muller présidera les séances hebdomadaires du gouvernement. Avec le soutien de la chancellerie d'Etat, il planifiera et coordonnera les travaux du Conseil d'Etat. En sa qualité de président, il représentera le Conseil d'Etat dans le canton et à l'extérieur.



[Curriculum vitae de MM. Muller et Unger](#) disponibles en ligne.

Assainissement de la CIA : projet de loi amendé soumis au comité de la caisse

Le Conseil d'Etat a transmis au comité de la Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du canton de Genève (CIA) une version amendée du [projet de loi modifiant la loi approuvant les nouveaux statuts de la caisse](#). L'amendement en question résulte du vote le 24 novembre dernier de la commission des finances du Grand Conseil qui a approuvé ce projet de loi tout en modifiant un article des statuts de sorte que l'augmentation de cotisation prévue soit répartie de manière égale entre l'employeur et l'employé.

Pour rappel, ce projet de loi élaboré par le Conseil d'Etat en accord avec le comité de la CIA vise à assurer l'équilibre financier de la caisse, qui est actuellement menacé d'un déséquilibre important en raison de l'évolution des marchés boursiers et de la structure démographique de ses membres. Il vise notamment à relever le taux de cotisation de 24% à 27% par une augmentation de 1% par année en 2011, 2012 et 2013. Conformément à la clé de répartition actuelle, le projet prévoyait que les deux tiers de cette augmentation soient pris en charge par l'Etat-employeur et le tiers restant par les collaborateurs. C'est cette répartition qui a été contestée par la commission des finances.

Il appartiendra au comité de la CIA de convoquer une nouvelle assemblée extraordinaire des délégués de la caisse lors de laquelle lui sera soumis ce projet, conformément au règlement général de la CIA.

Pour toute information complémentaire : M. David Hiler, conseiller d'Etat, en contactant M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Avenir du domaine de Penthes

Le Conseil d'Etat a adressé un courrier à la Fondation pour l'histoire des Suisses dans le monde relatif au droit d'usufruit dont bénéficie la fondation au Château de Penthes. Le gouvernement rappelle qu'un groupe de travail a été créé en mai 2010 afin d'élaborer et de présenter un projet de valorisation du domaine de Penthes, dans la perspective de faire de celui-ci un lieu de rencontre de haut niveau pour les différents acteurs de la Genève internationale.

Il est également précisé que ce processus de valorisation du site se fera en concertation avec plusieurs acteurs, dont la fondation, qui pourrait, si cela s'avère possible, poursuivre tout ou partie de ses activités à Penthes. Le gouvernement souhaite également voir maintenue sans interruption l'activité publique du restaurant au moins à son niveau actuel.

Le Conseil d'Etat confirme enfin sa volonté de ne pas renouveler le droit d'usufruit dont bénéficie la Fondation pour l'histoire des Suisses dans le monde et qui arrivera à échéance le 31 janvier 2012. Il rappelle également qu'il s'est engagé à aborder avec la fondation les aspects liés à l'incertitude financière que peut provoquer cette situation.

Pour toute information complémentaire : M. Robert Monin, secrétaire général, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou ☎ 079 240 83 67.

Nouvelle liste des lieux agréés pour l'acquisition des permis de pêche journaliers

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de modification du [règlement d'application de la loi sur la pêche](#) visant à supprimer la possibilité d'obtenir un permis de pêche journalier dans le lac Léman et en rivière auprès des postes de gendarmerie, et ce dès le 1^{er} décembre 2010. Cette décision fait suite aux recommandations de la Cour des comptes et va dans le sens d'une simplification de l'activité administrative au sein des postes de police.

Les personnes souhaitant acquérir un permis de pêche journalier peuvent s'adresser à la réception de la direction générale de la nature et du paysage (7, rue des Battoirs, 1205 Genève) les jours ouvrables de 8h00 à 12h00, ainsi qu'auprès de certains marchands d'articles de pêche agréés par le département de l'intérieur et de la mobilité. Enfin, il est également possible de se procurer ces documents en tout temps via Internet, à l'adresse suivante : www.ge.ch/peche.

Pour toute information complémentaire : M. Gottlieb Dändliker, inspecteur cantonal de la faune et de la pêche, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 40.

Bilan du régime de circulation et de stationnement dans la Vieille-Ville

En réponse à une [pétition](#) d'habitants et de commerçants de la Vieille-Ville relative au régime de circulation et de stationnement en vigueur dans la Vieille-Ville, le Conseil d'Etat indique que ce régime, appliqué dès 1999 comme mesure d'accompagnement à la construction du parking de Saint-Antoine, fonctionne à satisfaction.

Hormis quelques plaintes ponctuelles concernant des adaptations mineures liées à la localisation ou au nombre de places pour les deux roues, la mise en œuvre de ces mesures a été réalisée à la satisfaction des usagers. Seul point noir, lié au stationnement illicite, les véhicules du Service d'incendie et de secours (SIS) rencontrent parfois des difficultés à y circuler.

Ce régime, destiné également à préserver la tranquillité nocturne des habitants, interdit la circulation des véhicules motorisés entre 20h00 et 7h00, à l'exception des ayants-droits et des véhicules munis du macaron « Vieille-Ville / rues résidentielles ».

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, chef de service, direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 25.

Nominations

Nomination au département de la sécurité, de la police et de l'environnement



Le Conseil d'Etat a nommé Mme **Christine Hislair Kammermann** à la fonction de secrétaire générale du département de la sécurité, de la police et de l'environnement (DSPE) à dater du 1^{er} décembre 2010.

Titulaire d'un brevet d'avocat, Mme Hislair Kammermann a débuté sa carrière professionnelle en mars 1997, tout d'abord comme secrétaire syndicale au syndicat interprofessionnel des travailleurs (SIT) puis comme avocate auprès de l'Association suisse des locataires (ASLOCA). Engagée au sein du département du territoire le 1^{er} septembre 2000, elle a successivement occupé la fonction de juriste au service juridique de la protection de l'environnement, puis celle de secrétaire générale adjointe en charge de la protection de l'environnement et des services industriels dès 2004.

Suite au changement de législature en décembre 2009 et au rattachement de l'office de l'environnement au DSPE, Mme Hislair Kammermann a été transférée dans le nouveau département. A dater du 12 avril 2010, elle s'est vu confier l'intérim de la fonction de secrétaire générale (voir [communiqué du 31 mars 2010](#)), fonction qu'elle a accomplie à la pleine satisfaction de la cheffe du département.

En tant que secrétaire générale, Mme Hislair Kammermann aura notamment la mission d'assurer la mise en œuvre des politiques publiques du département ainsi que de soutenir et coordonner tous les projets d'organisation du département.

Les compétences et la personnalité de Mme Hislair Kammermann lui permettront d'assumer la haute responsabilité de ses nouvelles attributions.

Pour toute information complémentaire : Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat, DSPE, ☎ 022 327 92 00.

Nomination à l'office cantonal de la population



Le Conseil d'Etat a nommé M. **Bernard Gut** au poste de directeur général de l'office cantonal de la population (OCP) à dater du 1^{er} décembre 2010.

Agé de 51 ans, M. Gut est titulaire d'une licence en droit de l'Université de Genève. Il a travaillé pendant quatre ans comme délégué, puis chef de délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Amérique latine et en Afrique avant d'être engagé, le 14 janvier 1991, au département de justice et police (actuel département de la sécurité, de la police et de l'environnement).

M. Gut a occupé la fonction de chef du service des requérants d'asile avant de rejoindre, le 1^{er} septembre 1994, le secrétariat général du département où, après avoir gravi les échelons en qualité de secrétaire adjoint chargé du domaine de la population, de l'asile et des affaires diplomatiques, il a été nommé secrétaire général le 1^{er} octobre 2002.

Suite au changement de législature intervenu en décembre 2009 et des décisions qui en ont découlé, M. Gut s'est vu confier l'intérim de la direction générale de l'OCP à dater du 12 avril 2010, en raison du départ à la retraite de M. Pierre-Alain Reimann (voir [communiqué du 31 mars 2010](#)).

Fonctionnaire de grande qualité, sensible depuis de nombreuses années à la problématique des migrations et de la population, M. Gut mettra ses vastes connaissances de l'administration au profit de l'OCP où il apportera incontestablement un souffle nouveau et avisé.

Pour toute information complémentaire : Mme Isabel RoCHAT, conseillère d'Etat, DSPE, ☎ 022 327 92 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
6 décembre 9h15	Flotte modernisée sur la ligne Coppet – Lancy-Pont-Rouge	Gare Cornavin quai 1	DIM CFF	Yves Bellégo (DIM) ☎ 022 546 76 05 Caroline Dallèves (DIM) ☎ 079 301 19 31 Frédéric Revaz (CFF) ☎ 051 224 22 42
11 décembre 11h00	Inauguration du tram 18 Avanchet-Coutance	Arrêt de tram Coutance	DIM	Caroline Dallèves ☎ 022 546 76 18 Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
11 janvier 10h00	Les EMS en 2011 : tendances, mutations, prix de pension	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10
25 janvier 9h30	Les Ports Francs de Genève	<i>sera communiqué ultérieurement</i>	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10